

# Comment Rakovsky conçoit le communisme

Christian Rakovsky

Source : « Le Peuple » (Bruxelles), n°108, 38<sup>e</sup> année, mardi 18 avril 1922, p. 1.

Gênes, 14 avril. C'est vers les Russes que va toujours la curiosité générale. Depuis qu'ils sont ici, une nuée de journalistes les harcèlent à chaque heure du jour sans se laisser rebuter par des démarches le plus souvent vaines. Car les chefs communistes se dérobent autant qu'ils le peuvent aux visites et aux interviews. Je cherche, moi aussi, depuis plusieurs jours à avoir un entretien avec [Tchitchérine](#) et, pour l'obtenir, je me suis rendu à Santa-Margherita, à trente kilomètres de Gênes, où siège la délégation des Soviets. Mais l'entrée de l'hôtel est sévèrement gardé par des carabiniers civils et par la police civile, qui ne laisse pénétrer personne. Tchitchérine m'a fait dire qu'il avait vraiment trop de travail en ce moment et qu'il me priait de l'excuser. Il me recevrait volontiers dès qu'il aurait une heure de liberté. Je ne pouvais que m'incliner.

Il est manifeste qu'on leur fait la vie dure, à Tchitchérine et à ses compagnons. Dès l'ouverture de la Conférence, l'hostilité de la délégation française s'est montrée passionnée, presque brutale. Elle s'est continuée, agressive, dans les séances des commissions. Le gouvernement de [M. Poincaré](#) cherche-t-il vraiment à faire échouer la Conférence de Gênes ? On le dirait, à voir l'attitude de [M. Barthou](#), toujours à la recherche des difficultés et des embûches et dont la mauvaise humeur éclate à chaque occasion. Les bolchévistes en sont devenus plus sympathiques. C'est entre eux et les Français que la lutte paraît vouloir se circonscrire.

## **Le chef communiste Rakovsky reçoit les journalistes**

Hier soir, Rakovsky, premier ministre du gouvernement de l'Ukraine, avait donné rendez-vous à quelques journalistes dans un hôtel du centre de la ville, où sont aussi descendus les trois envoyés spéciaux de l'« *Humanité* », [Marcel Cachin](#), Morizet et Lagache.

Je m'y suis rendu aussitôt dès que j'appris la nouvelle. J'y trouvais réunies une vingtaine de personnes dont plusieurs femmes tout heureuses de pouvoir contempler de près l'un des maîtres actuel de la Russie.

## **Les Russes ne connaissent pas le mémorandum de Londres**

Rakovsky était en train de répondre à des questions qui lui avaient été posées, notamment au sujet du mémorandum des experts de Londres. Précisément au cours de la journée, le bruit avait couru du refus de Tchitchérine d'accepter le fameux mémorandum et du prochain départ des Russes qui serait suivi de celui de la délégation allemande. C'était l'échec de la Conférence.

Mais Rakovsky rassure ses auditeurs. Il n'était question de rien de semblable. Le mémorandum de Londres, il ne le connaissait que partiellement, par quelques divulgations de la presse, mais la

délégation russe ne l'avait pas encore reçu. Il ne s'agissait, au surplus, que d'un rapport d'experts qui n'avait pour le moment aucun caractère officiel. Les Russes avaient même obtenu des déclarations de gouvernements, et notamment de la France et de l'Angleterre, disant que ce document ne les lie pas.

— Avez-vous pleins pouvoirs pour traiter à Gênes avec les autres gouvernements ? demande quelqu'un à Rakovsky.

— Parfaitement, répond le chef communiste sans aucune hésitation. Depuis le 27 janvier, nous avons un engagement signé par le gouvernement des Soviets.

Alors, de toutes parts, des journalistes posent, au petit bonheur, des questions, parfois insidieuses et qui veulent être embarrassantes. Deux ou trois d'entre eux, par la façon dont ils interrogent, prouvent qu'ils connaissent le mémorandum de Londres, au moins dans ses grandes lignes. Rakovsky répond à tous posément, sans s'impatienter, avec netteté et précision, non sans, de temps à autre, une pointe d'humour ou de dédain. Ces colloques durent plus d'une heure et demie.

### **Les bolchevistes reconnaissent les dettes russes**

La première question qui doit venir à l'esprit des bourgeois et de leurs servants est naturellement celle des dettes de la Russie. Le gouvernement des Soviets les reconnaîtra-t-elle ?

Rakovsky donne des assurances. Il y a longtemps que le gouvernement a reconnu ses dettes envers les petits porteurs d'actions. Quant à celles laissées par le régime tsariste, il est moins affirmatif, tout en laissant croire qu'on les reconnaîtra également, quitte à rechercher les modalités de paiement.

— Êtes-vous disposés, demande un journaliste italien, à garantir les capitaux et le travail des étrangers qui viennent coopérer à la reconstruction de la Russie ?

Rakovsky répond affirmativement.

— Le gouvernement des Soviets a adopté les mêmes principes juridiques sur la matière en vigueur dans les autres pays. La sécurité des personnes et des capitaux sera aussi complète en Russie qu'en France ou en Italie.

### **Le communisme a bien évolué dans tous les domaines**

Rakovsky profita de l'occasion pour faire un exposé de l'évolution parcourue par la Russie communiste dans le domaine civil et pénal. Et quelques-unes de ses déclarations sont vraiment trop intéressantes que pour ne pas les noter au passage.

— Nous avons une loi, commença-t-il par dire, qui limitait la propriété mobilière. Aucun Russe ne pouvait posséder plus de dix mille roubles...

Les auditeurs sourirent en songeant à la valeur actuelle du rouble.

— Aujourd'hui, continua Rakovsky, on peut posséder autant qu'on veut, des millions, des milliards. Le nouveau Code civil a aboli la limitation de la propriété mobilière.

Il y a six mois, nous avons également aboli la Tchéka, cette commission extraordinaire que l'on a tant critiquée mais qui nous fut aussi nécessaire pour vaincre la contre-révolution.

Toutes les périodes de troubles et de guerre civile ont connu des institutions de ce genre. Quant l'État même se trouve en danger, on ne saurait accorder aux citoyens les libertés et les garanties de justices dont ils peuvent se réclamer en temps normal. Mais maintenant, la liberté des personnes est

assurée. Nous avons créé un nouveau Code pénal dont nous sommes justement fiers. Il assure aux prévenus toutes les garanties légales qui leur sont reconnues en Occident et, pour le reste, il s'inspire de l'école italienne de psychiatrie. Il prévoit des sanctions morales, les admonestations verbales ou écrites. Il abolit la peine de mort, sauf en cas d'état de siège. Les crimes politiques sont déférés aux tribunaux ordinaires.

— Que représentez-vous à Gênes ? questionne assez brutalement un assistant.

— Nous représentons toutes les républiques des Soviets.

— Même la Géorgie ?

— Il y a deux Géorgie, ricane Rakovsky, une dans le Caucase et une autre à l'étranger.

### **« Le communisme n'a jamais existé en Russie » déclare Rakovsky**

On n'insiste pas après cette plaisanterie de goût médiocre. Mais quelqu'un revient sur le régime de propriété dans la Russie des Soviets.

— Alors, en Russie, chacun a le droit de posséder sans limitation aucune ?

— Oui, répond le chef communiste, en matière de propriété mobilière, bien entendu.

— Et que devient le communisme dans tout cela ?

Rakovsky répond avec une franchise qui n'est pas sans surprendre son petit auditoire :

— Le communisme n'a jamais existé en Russie. Les conditions économiques de son existence ne se trouvaient pas dans le pays. Êtes-vous Italien, Monsieur ? Oui, eh bien vous aurez le communisme plus tôt que nous, parce que l'évolution économique de votre pays est plus avancée que la nôtre. Nous avons en Russie un parti communiste qui dirige l'État dans un sens communiste. Voilà tout.

— Et quel est votre régime de propriété agricole ?

— La terre a été distribuée aux familles d'après le nombre d'enfants. Pendant neuf ans, il n'y a pas de changement. Puis on procède à un nouveau partage.

— Comme sous les tsars alors ? crie une voix.

### **Les communistes ont établi un socialisme d'État**

Mais Rakovsky semble ne pas entendre et continue :

— La révolution a connu d'abord une période tumultueuse, désordonnée et violente. Elle a passé par une dure expérience qui, peu à peu, s'est stabilisée en une forme de socialisme d'État. Certes, la tendance est vers la réalisation de la forme communiste, mais avant d'en arriver là, nous devons encore subir un long et lent travail de transformation et de préparation dont nous ne voyons pas la fin. Nous avons nationalisé le sol. La terre est à celui qui la cultive. Le paysan paye un impôt en nature à l'État.

### **Le capitalisme vit toujours au pays des Soviets**

— Nous avons aussi nationalisé l'industrie. Mais il existe des industries nationalisées qui ne sont pas gérées directement par l'État, mais données en concession à des sociétés. Nous avons des trusts

d'État qui jouissent d'une administration autonome et qui ne figurent pas au budget de l'État. Nous avons des sociétés anonymes qui ont obtenu des concessions du gouvernement et qui distribuent tous leurs bénéfices à leurs actionnaires.

— Il y a donc des capitalistes en Russie ?

— Mais certainement, réponds Rakovsky avec un sourire.

— Et que font-ils ?

— Ils dirigent, ils surveillent, il y en a qui travaillent et d'autres qui ne font rien.

— Comme en régime bourgeois alors ?

Rakovsky ne répond pas et continue à sourire.

Il ajoute encore :

— Le commerce extérieur, exportation et importation, est monopole d'État. De même les chemins de fer et tous les services publics. Le socialisme d'État vit parallèlement avec le capitalisme privé et en concurrence avec lui. Nous verrons bien lequel des deux l'emportera.

L'audience était terminée. Rakovsky, très fatigué, donnait congé à ses auditeurs. Avant de partir, je m'approchai de lui pour lui demander un entretien particulier. Il me serra cordialement la main.

— Je vous connais fort bien, me dit-il. Je vous ai vu plus d'une fois dans les Congrès internationaux. Venez me revoir. Nous causerons.

A. Dewinne.